



HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE

 www.hcp.ma

Les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2026 font ressortir un ralentissement de la croissance économique nationale, qui s'est établie à 4% au lieu de 5,8% au même trimestre de l'année 2025.

Cette évolution recouvre des dynamiques sectorielles contrastées. Les activités non agricoles ont enregistré un net ralentissement de leur croissance, passant de 4,9% à 1,5%,

Ralentissement de la croissance économique

La valeur ajoutée du secteur secondaire en volume, corrigée des variations saisonnières (cvs) s'est contractée de 3,9% au deuxième trimestre 2026, après avoir enregistré un accroissement de 5,8% le même trimestre de l'année précédente. Cette forte baisse a résulté de l'effet conjugué du repli des valeurs ajoutées :

- des activités de l'industrie d'extraction de 28,6% au lieu d'une hausse de 13,7% ;
- des industries de transformation de 3,2% au lieu d'une hausse de 4,3% ;

et du ralentissement des activités :

- de construction, à 2,8% au lieu de 7,6% ;
- de l'électricité et eau, à 1,9% au lieu de 3,8%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, de son côté, a enregistré un ralentissement de son taux d'accroissement, qui est passé de 4,5% le même trimestre de l'année précédente à 4% au cours de ce trimestre. Elle a été marquée par l'amélioration des activités :

- des services financiers et assurances, avec 7,7% au lieu de 5% ;
- des services de l'éducation, de la santé et des activités de l'action sociale, avec 6,4% au lieu de 6,3% ;
- des services rendus par l'Administration publique générale et la sécurité sociale, avec 3,4% au lieu de 2,8% ;
- de l'information et la communication, avec 1,9% au lieu de 0,3% ;

tandis que le secteur agricole a connu une nette accélération, avec une hausse de sa valeur ajoutée de 21,2% contre 8,3% une année auparavant.

Soutenue principalement par la demande intérieure, cette croissance s'est réalisée dans un contexte marqué par une maîtrise de l'inflation et une aggravation du besoin de financement de l'économie nationale.

et du ralentissement des activités :

- de l'hébergement et la restauration, à 6,6% au lieu de 9,5% ;
- de la recherche et du développement et des services rendus aux entreprises, à 2,9% au lieu de 4,3% ;
- du commerce et réparation de véhicules, à 2,8% au lieu de 4,8% ;
- du transport et entreposage, à 2,7% au lieu de 4,4% ;
- des services immobiliers, à 2,4% au lieu de 3%.

De ce fait, le **secteur non agricole** a connu un ralentissement de sa croissance qui a passé de 4,9% la même période de l'année précédente à 1,5% durant le deuxième trimestre 2026.

Par ailleurs, la **valeur ajoutée du secteur primaire** a enregistré une forte hausse de 20,9% au deuxième trimestre 2026 au lieu de 7,6% durant le même trimestre de l'année 2025. Cette évolution s'explique par la hausse de l'activité agricole de 21,2% au lieu de 8,3% une année auparavant et par l'augmentation de celle de la pêche de 15,9% au lieu d'une baisse de 8,5%.

Dans ce contexte, et compte tenu de l'accroissement des impôts sur les produits nets des subventions de 5,5% au lieu de 10%, le **Produit Intérieur Brut** en volume, corrigé des variations saisonnières, a affiché une croissance de 4% au lieu de 5,8% le deuxième trimestre de l'année précédente.

Nette modération de la hausse du niveau général des prix

Aux prix courants, le PIB a connu, au deuxième trimestre 2026, une hausse de 4,4%, au lieu de 7,5% une année auparavant, dégageant ainsi un ralentissement du niveau général des prix à 0,4% au lieu de 1,7% le même trimestre de l'année précédente.

Hausse de la demande intérieure

La demande intérieure a progressé de 5% au deuxième trimestre 2026 au lieu de 7,5% la même période de l'année 2025, contribuant ainsi pour 5,6 points à la croissance économique nationale au lieu de 10,3 points.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont affiché une hausse de 4,1% au lieu de 1,8% le même trimestre de l'année précédente, contribuant pour 2,3 points à la croissance contre 1,1 point.

La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a enregistré un ralentissement de son taux d'accroissement passant de 4,8% au deuxième trimestre 2025 à 4,6%, contribuant pour 0,8 point à la croissance au lieu de 0,9 point.

Par ailleurs, l'investissement brut (formation brute de capital fixe ; variation des stocks et acquisition nette d'objets de valeur) a marqué un ralentissement de son taux d'accroissement passant de 20,3% la même période de l'année précédente à 6,8%, contribuant à la croissance de 2,4 points au lieu de 8,3 points.

Contribution négative des échanges extérieurs

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services en volume ont affiché une hausse de 9,1% au lieu de 12,1% la même période de l'année 2025, avec une contribution négative à la croissance de 4,7 points au lieu d'une contribution négative de 6 points. Les exportations, de leur côté, ont marqué une hausse de leur taux d'accroissement passant de 3,6% le deuxième trimestre 2025 à 7,6%, avec une contribution à la croissance de 3,1 points au lieu de 1,5 point le même trimestre de l'année dernière.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, au deuxième trimestre 2026, une contribution négative à la croissance de 1,6 point au lieu d'une contribution négative de 4,5 points une année passée.

Aggravation du besoin de financement de l'économie nationale

Avec la hausse de 4,4% du PIB à prix courants au lieu de 7,5% au même trimestre de l'année passée et la hausse de 4,4% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d'une baisse de 0,3%, le revenu national brut disponible a enregistré une croissance, au deuxième trimestre 2026 de 4,4% au lieu de 7%.

Compte tenu de l'accroissement de 5% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 3,5% enregistré une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 30,6% du PIB au lieu de 31,1%. L'investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d'objets de valeurs) a représenté 35,6% du PIB au lieu de 33,5% au même trimestre de l'année précédente, faisant ressortir un besoin de financement de l'économie nationale de 5% du PIB au lieu de 2,4% enregistré à la même période de l'année précédente.

Tableau 1 - Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînées base 2014

	(en millions DH)		
	2 ^{ème} Trimestre 2025	2 ^{ème} Trimestre 2026	Glissement Annuel en %
Secteur agricole	28 076	34 015	21,2
Secteur non agricole	271 647	275 831	1,5
pêche	1 084	1 257	15,9
Industrie d'extraction	6 762	4 728	-28,6
Industries de transformation	47 227	45 712	-3,2
Distribution d'électricité et de gaz - Distribution d'eau, réseau d'assainissement, traitement des déchets	7 777	7 925	1,9
Construction	17 384	17 864	2,8
Commerce de gros et détail; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	33 163	34 091	2,8
transports et entreposage	9 596	9 856	2,7
Activités d'hébergement et de restauration	14 141	15 077	6,6
Information et communication	10 132	10 325	1,9
Activités financières et assurances	18 371	19 780	7,7
Activités immobilières	22 146	22 677	2,4
Recherches et développement et services rendus aux entreprises	16 971	17 460	2,9
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	35 814	37 032	3,4
Education, santé humaine et activités d'action sociale	27 532	29 294	6,4
Autres services	4 033	4 081	1,2
Impôts sur les produits nets des subventions	37 520	39 577	5,5
Produit intérieur brut en volume	336 832	350 273	4,0
PIB hors agriculture	309 165	315 501	2,0
Produit intérieur brut en valeur	424 351	442 867	4,4

Tableau 2 - Principaux emplois du PIB en volume (aux prix de l'année précédente chaînées base 2014)

	(en millions DH)		
	2 ^{ème} Trimestre 2025	2 ^{ème} Trimestre 2026	Glissement Annuel en %
Dépenses de consommation finale			
- des ménages	189 415	197 181	4,1
- des Administrations publiques	73 039	76 399	4,6
- des ISBL	2 977	3 030	1,8
Formation brute de capital	123 778	132 215	6,8
Exportations de biens et services	136 228	146 589	7,6
Importations de biens et services	195 995	213 787	9,1

Tableau 3 - Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions DH)		
	2 ^{ème} Trimestre 2025	2 ^{ème} Trimestre 2026	Glissement Annuel en %
Revenu national brut disponible	452 157	471 900	4,4
Epargne nationale brute	131 981	135 574	2,7
Formation brute de capital	142 328	157 589	10,7

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط

ⵜⴰⵎⴰⵔⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵓⵔⵜ | ⵙⵓⵔⵉⵎⵓⵔ
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN